

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

En "sortant" Chirac crache encore sur le « non » de 55%
des Français

Chirac, caméléon-bonaparte, 12 ans de tromperies

- Politique -

Date de mise en ligne : dimanche 25 mars 2007

Démocratie & Socialisme

Une nouvelle candidature de Chirac était impossible tant il était à bout ayant épuisé toutes les volte-faces imaginables. « Caméléon-bonaparte », a mis la droite en coupe réglée en 40 ans, piquant au passage dans toutes les caisses, assumant toutes les contorsions depuis sa prétendue lutte contre la fracture sociale.

Chirac et les siens ont suscité contre eux un immense mouvement social à peine 9 mois après élection, en déc-nov 95. Chirac et Villepin ont perdu la manoeuvre de dissolution de l'assemblée nationale dès 1997 et ont été écartés du pouvoir parlementaire pendant cinq ans. Chirac a bénéficié d'une pseudo élection trompeuse le 5 mai 2002 face à Le Pen. Chirac et Raffarin-Fillon ont mené une sale bataille contre nos retraites dès 2003 et ensuite avec Douste-Blazy contre la Sécurité sociale. L'Ump de Chirac l'a payée par une déroute électorale en 2004.

Chirac-Sarkozy ont encore reçu une gifle sévère avec le " non " du 29 mai 2005 et ils n'ont même pas eu la dignité de démissionner et d'appeler à des élections qui, ce coup-là, se justifiaient. Ils ont tous, Chirac, Sarkozy, Villepin, encore connu une autre déroute extraordinaire sur la question du Cpe... avant leur piteux dernier scandale Clairstream...

Les derniers discours de Chirac à Bruxelles ou à Paris, essaient encore de semer le maximum de confusion. Le voilà qui défend l'union nationale contre "les extrémismes", invoque la "grandeur de la France" et le refus de la "division des Français".

Chirac tente ainsi, encore, de masquer ses 12 ans de tromperie, de manigances, de défense des intérêts des actionnaires et rentiers, mais il laisse du même coup transparaître sa peur des affrontements annoncés par l'agenda anti-social du capital français et du Medef, par la " rupture " de Sarkozy et sa "France d'après ". Avant de partir, Chirac déclare une ultime guerre à la volonté démocratique de cette "France" et de cette "nation" qu'il déclare tant " aimer " pour faire taire les oppositions : il a dénoncé le vote majoritaire du 29 mai 2005 comme l'hydre à conjurer, à annuler, à contrecarrer. Lui, qui aurait dû partir dès le 30 mai, s'est permis de finir son " règne " en contredisant cyniquement à l'étranger, devant toute l'Europe, le vote majoritaire de son pays.

Cet ultime discours de Jacques Chirac dimanche 11 mars à la télévision pouvait aussi largement couvrir un soutien à la candidature Bayrou qu'à la candidature Sarkozy. La phraséologie contre "les extrémismes" et les références à la laïcité arrivaient précisément quelques jours après que Sarkozy ait annoncé la création, s'il gagnait, d'un "ministère de l'immigration et de l'identité nationale".

Rupture ou unité nationale ?

Il y a crise dans le staff de Sarkozy, parce qu'il y a interrogation à grande échelle dans la bourgeoisie française : le patronat veut, certes, sa "rupture" (avec le Code du travail, les conventions collectives, le statut des fonctionnaires ...), mais il craint l'affrontement que pourrait ouvrir son élection à la présidence : "en 5 ans depuis 2002, nous ne sommes pas arrivés à battre ce satané salariat français, et si nous n'y arrivions toujours pas ? "

La stratégie d'étouffement par l'union nationale n'est-elle pas préférable ? Mais il est difficile de répéter le cas idéal du 5 mai 2002. Dans le staff de Sarkozy, l'interrogation, du coup, s'est faite plus précise à l'approche du 16 mars, jour d'enregistrement des candidatures à la présidentielle par le Conseil constitutionnel : si on donne ses signatures à Le Pen on risque de ne pas passer le premier tour, coincés entre lui et Bayrou ; si on ne les lui donne pas on risque de ne pas passer le second tour, car ses voix ne se reporteront pas. Que d'états-d'âmes dans le Sarkozy land

: le petit aspirant Napoléon a des orientations de plus en plus erratiques : un coup, il invite les élus UMP à signer pour Le Pen et ...

Besancenot, puis il fait le coup, d'inspiration lepéniste, du ministère "de l'immigration et de l'identité nationale", autrement dit du ministère de la discrimination et de la préférence nationale - à juste titre qualifié d' "ignoble" par Ségolène Royal.

La peur, voilà le sentiment masqué mais réel qui inspire la politique des grands leaders de la droite, de l'Etat, de la classe capitaliste en ce mois de mars 2007. Peur de l'affrontement social, volonté de réaliser leur "rupture" et hésitation sur comment y parvenir, voilà qui est controversé aux sommets de l'Etat. Voilà qui nourrit, aussi, à droite, la montée de Bayrou, candidat de l'accommodation avec la peur qui entend réaliser le même programme, la même "rupture" que le Medef et Sarkozy, mais en commençant par un appel à l'union nationale et à l'association maximum du PS, de l'ensemble de la gauche et des organisations syndicales.

Les grands médias masquent ces hésitations et ces peurs et au moment présent ils essaient de convaincre le salariat, la jeunesse, qui déferlait il y a tout juste un an contre le CPE, l'électorat de gauche, qu'ils sont plus faibles, voire plus coupables et plus nuls, plus médiocres, qu'ils n'ont jamais été.

La confusion politique est délibérément exagérée dans ces grands médias, exprès pour " faire perdre les pédales ", pour nourrir certaines formes de désarroi impressionnistes. La puissance du bourrage de crânes, essaie de pousser des militants sincères de toutes sortes, inquiets, à des syllogismes du genre : "pour éviter Sarkozy qui va vouloir tout casser, et éviter Ségolène qui ne rassemble pas la gauche traditionnelle, avec un rassemblement centriste, ce serait se ménager 5 ans de répit en votant Bayrou !" Fadaïses ! Cinq ans de répit, allons donc ! "T'as voulu éviter Sarko, t'as voulu éviter Ségo, t'auras les inconvénients des deux, idiot, si tu votes Bayrou !" Le programme économique et social de Bayrou est celui de Sarkozy et l'Union nationale qu'il offre au PS et que DSK a de fait encouragée (en déclarant qu'il espère que Bayrou se désistera pour Royal !) ce serait le même effritement politique de nos années de combat et de notre puissant rapport de force !

Il suffit d'y regarder, il n'y a rien de pire pour la défense des intérêts du salariat que ce qui se passe en Allemagne et en Italie !

Ni Merkel, ni Prodi, ni Sarkozy, ni Bayrou !